

Traject-DeXX

Trajectoires individuelles et collectives des dénaturalisés dans le premier XX^e siècle

Ce travail bénéficie du soutien financier de l'Institut Convergences MIGRATIONS
porté par le CNRS, portant la référence ANR-17-CONV-0001
(2019 – 2021)

Le projet Traject-DeXX vise à comprendre les relations entre nationalisation, migration et persécution dans une perspective globale à partir d'une étude sur les trajectoires individuelles et collectives des personnes victimes des politiques de retraits de nationalité. Il s'agit en effet de croiser différents contextes étatiques en intégrant les expériences des personnes concernées qu'on suivra au long de leurs parcours. Le projet porte sur l'étude des politiques de nationalité à travers l'étude de différents cas de migrations dans un espace transnational et transimpérial, pendant une période marquée par le colonialisme, les deux guerres mondiales, et l'émergence d'institutions supranationales. Il s'agit d'examiner comment les politiques de retraits de nationalité s'accompagnent de la définition de catégories de population visées par des politiques d'inclusion et d'exclusion.

Il s'agit de mettre en relation l'expérience de la migration avec la non-linéarité de l'évolution des institutions croisées pendant cette expérience. Cette approche privilégie un examen des réseaux d'interconnaissance et des groupes d'appartenance afin de s'informer sur les moyens et les possibilités dont les individus disposent face à la décision de dénaturalisation. Le projet vise également à contribuer à la réflexion sur la notion de « loyauté » et à interroger sa pertinence en tant que catégorie d'analyse. Le concept est crucial pour comprendre comment la discrimination raciale et politique est intégrée dans un processus systématique et bureaucratique de profilage de ceux qui sont considérés comme conforme ou non à des identifications nationales ou impériales. La « loyauté » est souvent utilisée comme une catégorie étique par l'historiographie sur la nationalité qui définit une typologie de loyautés basée sur des inclusions et des exclusions politiques, raciales, sociales et économiques. Le projet propose une approche prosopographique qui nous permet de questionner la pertinence de son usage et de mettre en évidence les catégories émiques : comment la loyauté a-t-elle été définie par les appareils étatiques et comment les dénaturalisés ont-ils interprété et négocié leurs identifications afin de se juxtaposer avec un « intérêt national » construit et imaginé ?

Le projet est structuré autour de trois axes : l'armée et le service militaire, les apatrides et les réfugiés ainsi que le droit et le travail. Y participent des chercheurs et chercheuses en sciences politiques, en sociologie et en histoire. Il s'agit à la fois de travailler ensemble un certain nombre de concepts afin d'en valider la pertinence heuristique, entre les disciplines - notamment le concept de « loyauté » qui étaye les politiques de dénaturalisation -, et d'approfondir nos connaissances sur les législations, les pratiques administratives et les stratégies des acteurs dans le cadre des procédures et des expériences de pertes ou de retraits de nationalité dans une perspective à la fois comparative (entre différents cas nationaux) et globale (par la reconstitution de trajectoires individuelles entre les pays). Dans un contexte politique où la dichotomie entre le migrant et le réfugié devient un outil de nationalisme et où la citoyenneté est toujours utilisée comme un droit révoquant sur les critères de loyauté et de patriotisme, nous visons à développer des cadres d'analyse aussi pertinents que complexes, bâtis sur des données empiriques riches et s'appuyant sur de solides réflexions théoriques. Dans un moment de croissante xénophobie, un projet de ce type pourrait contribuer à une meilleure connaissance des dynamiques institutionnelles, individuelles et collectives et à en construire la richesse et la variété.

Pour toute information complémentaire : Elif Becan (elifbecan@gmail.com)